

Les 10 vérités du peuple grec au monde



Par Salim Lamrani

Tiré d'Al Mayadeen

Lors du référendum historique du 5 juillet 2015, les Grecs ont envoyé un message de rejet à l'oligarchie politique et financière de l'Europe et un message d'espoir aux peuples du monde.

1. NON à l'Europe de l'austérité, à l'Europe des banques et de l'oligarchie et à l'Europe égoïste. Les politiques d'austérité sont politiquement coûteuses, économiquement inefficaces et socialement désastreuses. Loin de relancer la croissance, la réduction des dépenses, la diminution des salaires et des pensions de retraite, le démantèlement des services publics, y compris d'éducation et de santé, la destruction du code du travail et des acquis sociaux conduisent inévitablement à une contraction de la consommation.

2. OUI à l'Europe sociale, à l'Europe des peuples et à l'Europe du partage. En temps de crise, les Etats doivent adopter une politique de New Deal et réaliser des investissements massifs afin de relancer l'économie. Les mesures de protection sociale doivent être renforcées afin de protéger les catégories les plus vulnérables de la population. De la même manière, une hausse du salaire minimum enclenchera un cercle vertueux car elle relancera la consommation, remplira le carnet de commandes des entreprises, lesquelles embaucheront de nouveaux salariés pour répondre à cette demande, ce qui permettra à l'Etat d'augmenter ses recettes fiscales grâce à ces nouveaux contribuables et de diminuer ses dépenses d'allocations-chômage grâce à la baisse du nombre de personnes sans emploi. Ces nouvelles sources de revenus pour la nation permettront de renforcer les services publics à destination du peuple.

3. NON à la dictature de la finance, aux ultimatums, au chantage de la Troïka, au terrorisme politique, économique, financier et médiatique et aux menaces en tout genre. Il est inadmissible que la Commission européenne, composée de technocrates non élus – donc sans aucune légitimité populaire – décide de la politique économique et sociale d'une nation souveraine. Il s'agit là d'une atteinte à la démocratie et une remise en cause du droit inaliénable des peuples à l'autodétermination.

4. OUI à l'indépendance, à la volonté sacrée des peuples, à la liberté et à la dignité. En portant au pouvoir un gouvernement progressiste mené par Alexis Tsipras de SYRIZA, les Grecs ont voté pour un programme de relance économique anti-austérité et un renforcement de la protection sociale. Aucune entité ne peut interférer dans cette décision souveraine d'un peuple libre.

5. NON à la dette inique, mathématiquement impayable, destinée à asservir les peuples et à satisfaire l'appétit de la finance internationale. Il est temps de mettre fin au système actuel qui interdit à la Banque centrale européenne de prêter directement aux Etats aux mêmes taux que ceux réservés aux banques privées, c'est-à-dire entre 0 et 1%. La Grèce pourrait résoudre le problème de la dette si une telle réforme était adoptée. Aujourd'hui, lorsque la Grèce a besoin d'un financement, elle est obligée de passer par les banques privées qui lui prêtent à des taux usuraires pouvant atteindre les 18%, des emprunts qu'elles ont-elles-mêmes souscrits à des taux inférieurs à 1% !

6. OUI à un audit international des dettes publiques, à la renégociation et à l'annulation des emprunts illégitimes. Selon la Commission pour la Vérité sur la Dette publique grecque, « la dette issue des mesures de la Troïka constitue une violation caractérisée des droits humains fondamentaux des résidents de la Grèce. Ainsi, nous sommes parvenus à la conclusion que la Grèce ne doit pas payer cette dette, du fait de son caractère illégal, illégitime et odieux. [...] Le caractère insoutenable de la dette publique grecque était évident depuis l'origine pour les créanciers internationaux, les autorités grecques et les grands médias. Pourtant, les autorités grecques et certains gouvernements de l'Union Européenne se sont ligüés pour rejeter une restructuration de la dette publique en 2010, dans le seul but de protéger les institutions financières privées. Les grands médias officiels ont dissimulé la vérité au public en soutenant que le plan de sauvetage allait être bénéfique pour la Grèce, tout en passant en boucle le récit selon lequel la population ne faisait que payer pour ses propres turpitudes ».

7. NON à l'accumulation des richesses, à l'égoïsme et à l'individualisme. L'Europe actuelle est le paradis des nantis et l'enfer des peuples. Elle est l'illustration parfaite de la célèbre maxime voltairienne selon laquelle « une société bien organisée est celle où le petit nombre fait travailler le grand nombre, est

nourri par lui, et le gouverne ».

8. OUI à la répartition des richesses, à la solidarité et à la défense de l'intérêt général. La crise actuelle n'est pas due à une question de ressources car l'Europe n'a jamais été aussi riche de son histoire. Il est donc urgent de procéder à une répartition équitable des richesses et de placer la dignité humaine au centre du projet européen.

9. NON à la dictature des puissants. La Grèce, berceau de la démocratie, rappelle à l'Europe et au monde le fameux avertissement de Maximilien Robespierre. Le Héros de la Révolution française qui, dès le départ, avait choisi le camp des pauvres, avait dénoncé « le joug de l'aristocratie des riches, la plus insupportable de toutes » : « Les riches prétendent à tout, ils veulent tout envahir et tout dominer. Les abus sont l'ouvrage et le domaine des riches, ils sont les fléaux du peuple : l'intérêt du peuple est l'intérêt général, celui des riches est l'intérêt particulier ».

10. OUI à la révolte des peuples contre toutes les injustices, à l'insurrection civique et pacifique et à la résistance à l'oppression. Les peuples ne sont pas condamnés à l'indifférence et à l'humiliation et ont le pouvoir de prendre en main leur propre destin. La misère n'est pas une fatalité mais une décision politique imposée par les élites rapaces et insatiables. L'heure est à la révolte de la plèbe, des écrasés et des révoqués contre la brutalité de la finance mondiale.

Docteur ès Etudes Ibériques et Latino-américaines de l'Université Paris IV-Sorbonne, Salim Lamrani est Maître de conférences à l'Université de La Réunion, et journaliste, spécialiste des relations entre Cuba et les Etats-Unis.

Son nouvel ouvrage s'intitule *Cuba. Les médias face au défi de l'impartialité*, Paris, Editions Estrella, 2013 et comporte une préface d'Eduardo Galeano.

Contact : lamranisalim@yahoo.fr ; Salim.Lamrani@univ-reunion.fr

Page Facebook : <https://www.facebook.com/SalimLamraniOfficiel>

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/61728-les-10-verites-du-peuple-grec-au-monde>



Radio Habana Cuba